

Regarde le capitalisme tomber à l'ère de la production Open Source

« Le logiciel libre, l'innovation partagée et la production collaborative menacent le capitalisme tel que nous le connaissons. » C'est ainsi que Michel Bauwens résume son propos dans les colonnes du site d'Aljazeera.

Le *menace* vient du fait qu'à l'aide d'Internet nous créons beaucoup plus de valeur d'usage (qui répond à nos besoins) que de valeur d'échange (qui se monétise facilement^[1]).

Menace pour les uns, opportunité et espoir pour les autres...



La question à 100 milliards de dollars de Facebook : Le capitalisme survivra-t-il à « l'abondance de valeur » ?

The \$100bn Facebook question: Will capitalism survive 'value abundance'?

Michel Bauwens - 29 février 2012 - Aljazeera

(Traduction Framalang/Twitter/Fhimt.com : Lambda, vg, goofy, fcharton,

btreguier, HgO, Martin, bu, pvincent, bousty, pvincent, deor, cdddm, C4lin, Lamessen et 2 anonymous)

Le logiciel libre, l'innovation partagée et la production collaborative menacent le capitalisme tel que nous le connaissons.

Facebook exploite-t-il ses utilisateurs ? Et d'où vient la valeur estimée à 100 milliards de dollars de la société ?

Ce débat n'est pas nouveau. Il ressurgit régulièrement dans la blogosphère et dans les cercles universitaires, depuis que Tiziana Terranova a inventé le terme de « travail libre/gratuit » (*NdT : Free Labour*) pour qualifier une nouvelle forme d'exploitation capitaliste du travail non rémunéré - faisant d'abord référence aux téléspectateurs de médias audiovisuels traditionnels et maintenant à une nouvelle génération d'utilisateurs de médias sur des sites comme Facebook. Cet avis peut se résumer très succinctement par le slogan : « Si c'est gratuit, c'est que vous êtes le produit ».

Ce terme a été récemment relancé dans un article de Christopher Land et Steffen Böhm, de l'Université de l'Essex, intitulé « Ils nous exploitent ! Pourquoi nous travaillons tous pour Facebook gratuitement ». Dans ce court essai, ils affirment haut et fort que « nous pouvons placer les utilisateurs de Facebook dans la catégorie des travailleurs. Si le travail est considéré comme une *activité productive*, alors mettre à jour son statut, cliquer sur *j'aime* en faveur d'un site internet, ou devenir *ami* avec quelqu'un crée la marchandise de base de Facebook. »

Cette argumentation est toutefois trompeuse, car elle mélange deux types de créations de valeurs qui ont déjà été reconnues différentes par les économistes politiques au XVIIIe siècle. La différence se trouve entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Pendant des milliers d'années, dans le cadre de production non capitalistes, la majorité des travailleurs produisait directement de la « valeur d'usage » - soit pour subvenir à leurs propres besoins, soit sous forme de contributions pour la classe dirigeante du moment. C'est seulement avec l'arrivée du capitalisme que la majorité de la population active a commencé à produire de la « valeur d'échange » en vendant son travail aux entreprises. La différence entre ce que nous sommes payés et ce que les gens payent pour le produit que nous faisons est la « plus-value ».

Mais les utilisateurs de Facebook ne sont pas des travailleurs produisant des marchandises pour un salaire, et Facebook ne revend pas ces marchandises sur le marché pour créer de la plus-value.

Bien sûr, les utilisateurs de Facebook ne créent pas directement une valeur d'échange, mais plutôt une valeur de *communication*. Ce que fait Facebook, c'est permettre le partage et la collaboration autour de sa plateforme. En autorisant, encadrant et « contrôlant » cette activité, on crée des profils et des centres d'intérêt. Et ce sont ces profils et ces centres d'intérêt qui sont par la suite vendus aux publicitaires, pour un montant estimé de 3,2 milliards de dollars par an (*NdT : environ 2,4 milliards d'euros*), soit une recette publicitaire par utilisateur d'à peine 3,79 dollars (*NdT : 2,85 euros*).

En fait Facebook fait beaucoup plus que vendre de votre attention et disponibilité (*NdT : temps de cerveau disponible ?*). Leur connaissance de notre comportement social, individuel et collectif, a une importance stratégique indiscutable aussi bien pour les politiques que pour les sociétés commerciales. Mais cette plus-value vaut-elle réellement 100 milliards de dollars ? Cela reste un pari spéculatif. Pour le moment, il est probable que le quasi milliard d'utilisateurs de Facebook ne trouve pas les 3,79 dollars de recettes publicitaires très exploitables, d'autant plus qu'ils ne payent pas pour utiliser Facebook, et qu'ils utilisent le site volontairement. Ceci étant dit, il y a un prix à payer à ne pas utiliser Facebook : un certain isolement social par rapport à ceux qui l'utilisent.

Créer de la rareté

Il est néanmoins important de noter que Facebook n'est pas un phénomène isolé, mais fait partie d'une tendance bien plus large et lourde de nos sociétés connectées : l'augmentation exponentielle de la création de valeur utile par des publics productifs, ou « productilisateurs » (*NdT « producers »*), comme Axel Bruns aime à les appeler. Il faut en effet bien comprendre que cela crée un problème de taille pour le système capitaliste, mais aussi pour les travailleurs tels qu'on les conçoit traditionnellement. Les marchés sont définis comme des moyens d'attribution de ressources rares, et le capitalisme n'est en fait pas simplement un système « d'attribution » de la rareté mais aussi un système de création de la rareté, qui ne peut accumuler du capital qu'en reproduisant et développant les conditions de cette rareté.

Sans tension entre l'offre et la demande, il ne peut y avoir de marché ni d'accumulation de capital. Or ce que font actuellement ces « productilisateurs », c'est créer des choses, avant tout immatérielles comme de la connaissance, des logiciels ou du design, aboutissant à une abondance d'information facile à reproduire et à exploiter

Cela ne peut se traduire directement en valeur marchande, car ce n'est pas du tout rare ; c'est au contraire surabondant. De plus, cette activité est exercée par des travailleurs du savoir (*NdT knowledge workers*) dont le nombre augmente régulièrement. Cette offre surabondante risque de précariser l'emploi des travailleurs du savoir. Il en découle un exode accru des capacités de production en dehors du système monétaire. Par le passé, à chaque fois qu'un tel exode s'est produit, les esclaves dans l'Empire Romain en déclin, ou les serfs à la fin du Moyen Age, cela a coïncidé avec l'avènement de conditions pour des changements économiques et sociétaux majeurs.

En effet, sans le support essentiel du capital, des biens et du travail, il est difficile d'imaginer la perpétuation du système capitaliste sous sa forme actuelle.

Le problème est là : la collaboration via Internet permet une création massive de la valeur d'usage qui contourne radicalement le fonctionnement normal de notre système économique. D'habitude, les gains de productivité sont en quelque sorte récompensés et permettent aux consommateurs d'en tirer un revenu et d'acheter d'autres produits.

Mais ce n'est plus le cas désormais. Les utilisateurs de Facebook et Google créent de la valeur commerciale pour ces plateformes, mais de façon très indirecte, et surtout ils ne sont pas du tout récompensés pour leur propre création de valeur. Leur création n'étant pas rémunérée sur le marché, ces créateurs de valeur n'en tirent aucun revenu. Les médias sociaux sont en train de révéler un important défaut dans notre système économique.

Nous devons relier cette économie sociale émergente, basée sur le partage de la création, avec les plus authentiques expressions de la production collaborative orientée vers le bien commun, comme en témoignent déjà l'économie de l'Open Source et de l'usage équitable des contenus libres (dont la contribution est estimée à un sixième du PIB américain). Il ne fait pas de doute sur le fait qu'un des facteurs clés du succès actuel de la Chine réside en une savante combinaison

de l'Open Source, tel que l'exemple de l'économie locale à Shanzai, avec une politique d'exclusion des brevets imposée aux investisseurs étrangers. Cela a offert à l'industrie chinoise une innovation ouverte et partagée en boostant son économie.

Même si l'économie de l'Open Source devient le mode privilégié de création des logiciels, et même si elle permet de créer des entreprises qui génèrent des chiffres d'affaires de plus d'un milliard d'euros, comme Red Hat, la conséquence globale est plutôt la déflation. Il a en effet été estimé que l'économie du libre réduisait annuellement de quelque 60 milliards de dollars le volume d'affaires dans le secteur des logiciels propriétaires.

Ainsi, l'économie de l'Open Source détruit plus de valeur dans le secteur propriétaire qu'elle n'en crée. Même si elle engendre une explosion de la valeur d'usage, sa valeur d'échange, monétaire et financière décroît.

La fabrication Open Source

Les mêmes effets surviennent quand le partage de l'innovation est utilisé dans la production physique, où il combine à la fois l'approche Open Source des moyens de distribution et l'affectation de capitaux (en utilisant des techniques comme la production communautaire, ou crowdfunding, et des plateformes dédiées comme Kickstarter).

Par exemple, la Wikispeed SGT01, une voiture qui a reçu cinq étoiles en matière de sécurité et peut atteindre 42,5 km/litre (ou 100 miles par gallon), a été développée par une équipe de bénévoles en seulement trois mois. La voiture se vend au prix de 29.000 dollars, environ un quart du prix que pratiquerait l'industrie automobile traditionnelle, et pour laquelle il aurait fallu cinq années de R&D ainsi que des milliards de dollars.

Local Motors, une entreprise automobile ayant fait le choix du crowdsourcing et connaissant une croissance rapide, annonce qu'elle produit des automobiles 5 fois plus rapidement que Detroit, avec 100 fois moins de capitaux, et Wikispeed a réussi à mettre en place des temps de design et de production encore plus rapides. En ayant fait le pari de l'intelligence distribuée, la voiture Wikispeed a été pensée pour être modulaire, en utilisant des techniques de programmation logicielle efficaces et sophistiquées (telles que la méthode agile, Scrum et Extreme Programming), un design ouvert ainsi qu'une production effectuée par

des PME locales.

Et Arduino, un simple petit circuit imprimé de prototypage électronique Open Source, fonctionnant sur le même principe que Wikispeed, provoque une baisse des prix dans son secteur et une extraordinaire effervescence dans les toujours plus nombreux fab labs (*NdT : cf l'histoire d'Arduino*). Si le projet de Marcin Jakubowsky Open Source Ecology rencontre le succès alors nous aurons à disposition de tous 40 différents types de machines agricoles bon marché rendant un village auto-suffisant. Dans tous les domaines où l'alternative de la production Open Source se développe - et je prédis que cela affectera *tous* les domaines - il y aura un effet similaire sur les prix et les bénéfices des modèles économiques traditionnels.

« **Consommation collaborative** »

Une autre expression de l'économie du partage est la consommation collaborative, ce que Rachel Botsman et Lisa Gansky ont démontré dans leurs récents livres respectifs *What's Mine Is Yours: The Rise of Collaborative Consumption* et *The Mesh: Why The Future of Business is Sharing*. Il se développe rapidement une économie du partage autour du secteur des services affectant même les places de marché et les modes de vie des gens.

Par exemple, il a été estimé qu'il y a environ 460 millions d'appartements dans le monde développé, et que chaque foyer possédait, en moyenne, une valeur de 3000 dollars disponibles en biens inutilisés. Il y aurait un intérêt économique manifeste à utiliser ces ressources qui dorment. Pour la plus grande part d'ailleurs, elles ne seront pas rentabilisées, mais échangées ou troquées gratuitement. Le modèle même du *partage payant* aura un effet de dépression sur la consommation de produits neufs.

De tels développements sont bénéfiques pour la planète et bons pour l'humanité, mais globalement sont-ils bons pour le capitalisme ?

Qu'arrivera-t-il à ce dernier à l'heure du développement croissant des échanges via les médias sociaux, de la production et de la consommation collaborative des logiciels et des biens ?

Qu'arrivera-t-il si notre temps est de plus en plus dédié à la production de valeur d'usage (une fraction de ce qui crée la valeur monétaire) sans bénéfices

substantiels pour les producteurs de valeur d'usage ?

La crise financière commencée en 2008, loin de diminuer l'enthousiasme pour le partage et la production par les pairs, est en fait un facteur d'accélération de ces pratiques. Ce n'est plus seulement un problème pour des masses laborieuses de plus en plus précarisées, mais également pour le capitalisme lui-même, qui voit ainsi s'évaporer des opportunités d'accumulation et d'expansion.

Non seulement le monde doit faire face à une crise globale des ressources, mais il fait également face à une crise de croissance, car les créateurs de valeur ont de moins en moins de pouvoir d'achat. L'économie de la connaissance se révèle être un miroir aux alouettes, car ce qui n'est pas rare mais abondant ne peut pas soutenir la dynamique des marchés. Nous nous retrouvons donc face à un développement exponentiel de la création de valeur qui ne s'accompagne que d'un développement linéaire de la création monétaire. Si les travailleurs ont de moins en moins de revenus, qui pourra acheter les biens qui sont vendus par les sociétés ? C'est, pour simplifier, la crise de la valeur à laquelle l'Humanité doit faire face. C'est un challenge aussi important que le changement climatique ou l'accroissement des inégalités sociales.

La débâcle de 2008 était un avant-goût de cette crise. Depuis l'avènement du néolibéralisme, les salaires ont stagné, le pouvoir d'achat a été maintenu artificiellement par une diffusion irraisonnée du crédit dans la société. C'était la première phase de l'économie du savoir, au cours de laquelle seul le capital avait accès aux réseaux qu'il utilisait pour créer de gigantesques multinationales.

Avec la croissance continue de cette économie du savoir, une masse de plus en plus importante des valeurs échangées est constituée de biens intangibles et non plus physiques (*NdT : cf capital immatériel*). Le marché des changes néolibéral et ses excès spéculatifs peut être vu comme un moyen de tenter d'évaluer la part de *valeur intangible*, virtuelle, qui est ajoutée à la valeur réelle par la coopération. Il fallait que cette bulle explose.

Nous nous trouvons dans la seconde phase de l'économie du savoir, au cours de laquelle les réseaux sont en train d'être étendus à toute la société, et qui permet à tout un chacun de s'engager dans une production collaborative. Ce qui crée de nouveaux problèmes et engendre de nouveaux défis. Ajoutons à cela la stagnation des revenus, la diminution de la masse du travail salarié que cette production

collaborative de valeur entraîne, et il évident que tout ceci ne peut être résolu dans le paradigme actuel. Y a-t-il dès lors une solution ?

Il y en a une mais elle sera pour le prochain cycle : elle implique, en effet, une adaptation de l'économie à la production collaborative, ouvrant par là-même les portes à un dépassement du capitalisme.

Michel Bauwens est théoricien, écrivain ainsi qu'un des fondateurs de la P2P (Peer-to-Peer) Foundation.

Notes

[1] Crédit photo : Nick Ares (Creative Commons By-Sa)